

**NOTES
DE L'IFRI**

RUSSIE.NEI.VISIONS, n° 127



**JANVIER
2023**

La Russie en guerre et le monde musulman



Marlène LARUELLE

**Centre
Russie/NEI**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteure.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Europe orientale, Caucase du Sud et Asie centrale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-0656-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Le Drapeau russe et la Mosquée de Saint-Pétersbourg

© Diego Fiore/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Marlène Laruelle, « La Russie en guerre et le monde musulman », *Russie.Nei.Visions*, n° 127, Ifri, janvier 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.NEI.Visions

Russie.NEI.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Marlène Laruelle est professeure et directrice de l'Institut pour les études européennes, russes et eurasiennes (IERES) à l'université George Washington (Washington D.C.). À l'IERES, elle est également directrice du Russia Program et de l'Illiberalism Studies Program, et codirectrice du programme PONARS-Eurasia. Depuis janvier 2019, elle est chercheuse associée au Centre Russie/NEI de l'Ifri. Elle travaille sur les questions liées à la montée des mouvements populistes et illibéraux, sur le renouveau de la pensée conservatrice et sur les transformations idéologiques et les questions d'identité nationale dans l'espace post-soviétique, en particulier en Russie. Parmi ses dernières publications :

- « A Grassroots Conservatism? Taking a Fine-Grained View of Conservative Attitudes among Russians », *East European Politics*, 2022.
- « L'islam de Russie : Équilibrer sécurisation et intégration », *Russie.Nei.Visions*, n° 125, Ifri, décembre 2021.
- « Disinformation and Religion on the Russian Scene. Reactionary Politics and Orthodox Fundamentalism », Berkley Center for Religion, Peace, and World Affairs, décembre 2021, avec Ivan Grek.
- *Is Russia Fascist? Unraveling Propaganda East West*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

Résumé

Si l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie a entraîné un découplage avec l'Occident d'une ampleur inédite depuis les pires années de la guerre froide, Moscou n'est en revanche pas isolée du monde non occidental et a même réinvesti son énergie diplomatique en direction du Sud. Cette Note se concentre sur ses relations avec le monde musulman et sur la façon dont elles ont été transformées – ou non – par la guerre. Elle examine à la fois l'appréhension de la nouvelle donne par les musulmans de Russie et la réaction des pays du Moyen-Orient aux bouleversements stratégiques déclenchés par la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales. Elle montre que le rôle et la place de l'islam en Russie ont été renforcés par le contexte de la guerre, le Kremlin considérant que les institutions musulmanes et les musulmans dans leur ensemble comptent parmi les groupes de la société russe qui lui sont le plus loyaux. Elle constate également que les principales puissances régionales du Moyen-Orient ont su mettre en œuvre des politiques étrangères dites transactionnelles et tirer parti de la guerre pour affirmer leur autonomie vis-à-vis des acteurs occidentaux ; de ce fait, l'affaiblissement de la Russie ne se traduit pas par une influence accrue de l'Occident, mais par l'émergence d'un ordre international plus multipolaire.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA PLACE DES MUSULMANS DE RUSSIE DANS LA GUERRE EN UKRAINE	6
L'offensive militaire et politique de Ramzan Kadyrov.....	6
Une montée en puissance des musulmans dans la Russie d'aujourd'hui ?	10
LES MUSULMANS DE L'ETRANGER : LA RÉACTION DU MOYEN-ORIENT À LA GUERRE	14
Les raisons de la prudence du monde musulman à l'égard de la guerre	16
Le numéro d'équilibrisme des puissances régionales moyen- orientales : Turquie, Iran, Arabie saoudite, Égypte	20
Les répercussions de la guerre sur les conflits du Moyen-Orient	24
L'affaiblissement de la Russie renforce-t-il la légitimité de l'OCS et des BRICS ?	27
CONCLUSION	29

Introduction

La guerre que la Russie a déclenchée en Ukraine bouleverse profondément l'ordre international. Elle est en train de remodeler de façon spectaculaire le monde occidental. Elle conforte le sentiment d'unité de l'Europe, accélère son découplage énergétique avec la Russie en faveur des États-Unis et confère une légitimité nouvelle à la mission de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord). Elle génère également de nombreux effets dominos dans le monde entier, qu'il s'agisse de la recrudescence des risques nucléaires ou des défis en matière de sécurité alimentaire, et accélère la division entre des pays du Nord revigorés et des pays du Sud refusant de prendre parti dans une guerre dont ils estiment qu'elle ne les concerne pas. Sur le front intérieur, la décision de lancer une « mobilisation partielle » affecte significativement la société russe et contribue à un réajustement des équilibres existant entre ses différents segments.

Faisant suite à une précédente analyse consacrée à l'islam de Russie publiée dans *Russie.NEI.Visions* en décembre 2021¹, cette nouvelle Note dresse un tableau de la relation de la Russie avec le monde musulman, tant au niveau national qu'international, après dix mois de guerre en Ukraine. Les citoyens russes musulmans jouent un rôle essentiel au sein des forces armées russes, tandis que le monde musulman, en particulier le Moyen-Orient, est jusqu'ici parvenu à conserver une posture équilibrée entre les belligérants, et a même progressé en termes d'autonomie stratégique. Cela confirme que la guerre a un effet global sur l'ordre international et que le déclin de la Russie n'est pas synonyme d'une montée en puissance de l'influence occidentale ; au contraire, on semble observer un affaiblissement des deux parties sur la scène internationale et l'émergence d'un ordre mondial plus décentralisé.

Traduit de l'anglais par Grégory Rayko.

1 . M. Laruelle, « Russia's Islam : Balancing Securitization and Integration », *Russie.NEI.Visions*, n 125, décembre 2021, disponible sur : www.ifri.org.

La place des musulmans de Russie dans la guerre en Ukraine

Cette guerre est menée au nom d'une prétendue identité russo-ukrainienne commune ; pourtant, et il s'agit là de l'un de ses principaux paradoxes, les minorités ethniques semblent surreprésentées parmi les effectifs de l'armée russe. L'explication tient avant tout au fait que les personnes issues des minorités ethniques ont plus souvent un statut socio-économique défavorisé². Pour de nombreux jeunes hommes provenant de régions économiquement sinistrées, le service militaire apparaît comme l'unique moyen de s'insérer dans le monde professionnel et de gagner leur vie. Ce phénomène s'est accentué au fil des mois, les autorités russes offrant de généreux avantages financiers et statutaires aux nouvelles recrues s'engageant dans l'armée ou rejoignant les bataillons de volontaires³. Deux régions clés ont envoyé un nombre disproportionné d'hommes à la guerre : le Caucase du Nord (le Daghestan et la Tchétchénie, et dans une moindre mesure l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord) et la région du Baïkal (la Bouriatie et Touva)⁴.

L'offensive militaire et politique de Ramzan Kadyrov

Le Caucase du Nord combine des caractéristiques socio-économiques classiques – dans les régions où le chômage des jeunes hommes est élevé⁵, l'armée apparaît comme un moyen privilégié de promotion sociale – et des spécificités politiques locales, spécialement dans le cas de la Tchétchénie, qui se trouve aux mains du tristement célèbre régime dictatorial de Ramzan Kadyrov. Le recrutement dans les

2. A. C. Lenton, « Who is Dying for the "Russian World" ? », *Riddle*, 26 avril 2022, disponible sur : <https://ridl.io>.

3. N. Petrov, « Volunteer Battalions: From Offense to (Territorial) Defense ? », *Russia Post*, 19 août 2022, disponible sur : www.russiapost.info.

4. « BBC Russian Service and Mediazona Uncover the Names of More than 5,700 Russian Soldiers Who Died in Ukraine », *Meduza*, 19 août 2022, disponible sur : <https://meduza.io>.

5. J.-F. Ratelle, « The North Caucasus and the Russian War in Ukraine », Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 802, 13 octobre 2022, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

bataillons de volontaires y est parfois contraint, les familles subissant des pressions pour y envoyer leurs fils⁶.

Plusieurs unités tchéchènes combattent actuellement en Ukraine, mais il est difficile d'évaluer avec précision leurs effectifs et leurs actions, étant donné que la plupart des informations disponibles en ligne et diffusées par les acteurs eux-mêmes sont fausses. Les estimations les plus prudentes semblent se situer autour de 10 000 hommes, certaines (moins crédibles) allant jusqu'à 70 000⁷. Les principaux groupes, tels que les célèbres troupes Ahmat-Grozny des OMON (unités de forces spéciales) – la plus ancienne organisation encore existante, née pendant la Première Guerre de Tchétchénie –, font partie de la Garde nationale russe (*Rosgvardia*), laquelle dépend directement de Vladimir Poutine. Elles sont formées pour assurer le maintien de l'ordre plus que pour prendre part à des affrontements militaires classiques, mais elles sont supervisées par des officiers tchéchènes bien entraînés, dont certains ont été déployés sur les théâtres de guerre syriens. D'autres groupes sont intégrés aux forces armées russes, comme le bataillon Zapad (terme signifiant « Occident » ou « Ouest »), formé en 2003 par Saïd-Magomed Kakiev, qui s'est opposé au régime de Džohar Dudaev et s'est rangé du côté de Moscou, aujourd'hui réorganisé en plusieurs autres entités telles que Ioug (Sud) et Sever (Nord)⁸.

Fortes de leur expérience acquise lors de l'opération russe en Syrie⁹, les troupes tchéchènes ont joué un rôle clé dans l'offensive en Ukraine. Elles étaient en première ligne durant les premiers jours pour tenter de prendre Kyiv et la centrale nucléaire de Tchernobyl, puis ont été redéployées à Marioupol et, plus tard, sur le front du Donbass, à Sievierodonetsk et Lyssytchansk. Kadyrov a stationné ses hommes dans les territoires nouvellement occupés par la Russie : le dirigeant de la République populaire autoproclamée de Donetsk, Denis Pušilin, a déclaré qu'il s'inspirerait de l'expérience de Grozny pour reconstruire les villes détruites¹⁰, et Kadyrov cherche à obtenir le

6. S. Kozlov, correspondant de *Kavkazskij Uzel* : « Rodstvenniki kontraktnikov iz Čečni rasskazali ob ulovkah rekruterov » [Des familles de soldats sous contrat originaires de Tchétchénie décrivent les stratégies des recruteurs], *Kavkazskij Uzel*, 28 juillet 2022, disponible sur : www.kavkaz-uzel.eu.

7. J.-F. Ratelle, « The North Caucasus and the Russian War in Ukraine », *op. cit.*

8. « Ramzan Kadyrov formiruet novyj polk », [Ramzan Kadyrov forme un nouveau bataillon], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 14 juillet 2022, disponible sur : <https://nvo.ng.ru> ; « Severnyj Kavkaz i Ukraina: 20 nedel' "special'noj voennoj operacii" » [Le Caucase du Nord et l'Ukraine : vingt semaines d'« opération militaire spéciale »], *Novaâ Gazeta*, 24 février-15 juillet 2022, disponible sur : <https://novayagazeta.eu>.

9. N. Hauer, « Chechen and North Caucasian militants in Syria », Atlantic Council, 18 janvier 2018, disponible sur : www.atlanticcouncil.org.

10. ChP/Chechnya, Telegram, 30 mars 2022, disponible sur : <https://t.me/chpchechnya>.

contrôle de la reconstruction de Marioupol après la guerre¹¹. En outre, le Fonds Ahmat Kadyrov prend part à des activités caritatives dans les territoires occupés.

Mais l'engagement total de Kadyrov dans la guerre peut également s'expliquer par des préoccupations intérieures, intra-tchéchènes. En effet, une guerre dans la guerre se déroule actuellement car, en Ukraine, les bataillons kadyroviens combattent leurs adversaires tchéchènes qui se sont rangés du côté de Kyiv : le bataillon Cheikh Mansour, basé en Ukraine, et le bataillon Džohar Dudaev sont tous deux constitués de militaires tchéchènes hostiles à Kadyrov qui combattent le régime de Grozny depuis l'étranger et espèrent porter la guerre sur le sol russe¹². Cette lutte intra-tchéchène a été renforcée par la décision de la Rada (Parlement) ukrainienne, en octobre, de reconnaître l'Itchkérie (nom donné à la Tchétchénie indépendante par les Tchétchènes indépendantistes) comme un territoire « occupé » par la Russie¹³.

Si le régime de Poutine survit à la guerre, la place de Kadyrov au sein des élites russes pourrait être renforcée, tandis que ses adversaires traditionnels au sein des services du renseignement et de l'armée pourraient être affaiblis, du fait de leur incapacité à fournir au Kremlin la guerre éclair promise qui aurait dû se solder par le renversement rapide du gouvernement de Volodimir Zelens'kij. À l'instar du groupe Wagner, la garde prétorienne de Kadyrov apparaît comme un modèle de réussite capable de « faire le boulot » demandé par le président, bien plus que l'armée régulière (désormais) épuisée, démoralisée et confrontée à des difficultés logistiques.

Kadyrov a, semble-t-il, été l'un des premiers informés des plans de guerre de Poutine¹⁴. Depuis le lancement de l'invasion, il a tiré le meilleur parti de la légitimité qu'il a gagnée lors du conflit¹⁵. Il a publiquement dénoncé les faiblesses, les hésitations et la lâcheté de nombreux hauts gradés de l'armée et a tenté de se présenter comme le plus fidèle fantassin de Poutine. Après la retraite humiliante des troupes russes à Izioum, il a appelé la société russe à

11. SKFO Telegraph Z, Telegram, 1^{er} avril 2022, disponible sur : https://t.me/skfo_telegraph.

12. N. Hauer, « Chechens Fighting Chechens in Ukraine », *New Lines Magazine*, 3 mars 2022, disponible sur : <https://newlinesmag.com>.

13. « Verhovnaâ Rada Ukrainy ob'âvila Ičkeriû territoriej okkupirovannoj Rossiej », [La Rada reconnaît l'Itchkérie comme territoire occupé par la Russie], *Meduza*, 18 octobre 2022, disponible sur : <https://meduza.io>.

14. « "V rajone Majdana ili Kresčatika tancy podgotovim". Čto čeloveku s golosom Kadyrova dokladyvali nakanune » [« On prépare des danses dans les quartiers du Maïdan et du Krechtchatik » : Ce qui avait été rapporté la veille à un homme dont la voix ressemble à celle de Kadyrov], *BBC News Russkaâ Služba*, 26 février 2022, disponible sur : www.bbc.com.

15. I. U. Klyszcz et H. Chambers, « Kadyrov's Ukraine Gamble », Foreign Policy Research Institute, 28 mars 2022, disponible sur : www.fpri.org.

« s'automobiliser » sans attendre que Moscou déclare la loi martiale ou la mobilisation ; il a aussi sévèrement critiqué le ministre de la Défense Sergej Šojgu, et invité chaque région du pays à envoyer au moins 1 000 volontaires¹⁶.

Tout en critiquant les élites militaires en place pour leur mauvaise gestion de la guerre, Kadyrov a continué à travailler à l'intégration de la Tchétchénie dans l'infrastructure idéologique du régime russe, dont il épouse pleinement la nouvelle radicalité induite par la guerre. Le projet impérial russe évoqué par Poutine s'accorde bien avec la vision de Kadyrov, qui voit dans le nationalisme tchétchène un élément crucial de cette « matrěška » (poupée gigogne) qu'est le nationalisme pan-russe¹⁷. La fierté nationale tchétchène est présentée comme un élément clé d'un nationalisme centré sur l'État, qui promet simultanément la diversité ethnique et religieuse à l'intérieur, et un programme impérial à l'extérieur. La forte présence des troupes tchétchènes sur les réseaux sociaux – elles livrent une véritable guerre de l'information aux troupes ukrainiennes sur Instagram et TikTok – joue un rôle performatif. Elles montrent en effet des troupes disciplinées et reprennent à leur compte la version la plus radicale du discours officiel sur la nécessité de « dénazifier » l'Ukraine, tout en entretenant volontiers les clichés traditionnels relatifs à la cruauté des combattants tchétchènes.

À plusieurs reprises, Kadyrov a laissé planer le doute sur ses ambitions au niveau fédéral. Le 3 septembre, il a annoncé qu'il souhaitait démissionner de son statut de chef de la Tchétchénie ; cette annonce peut être interprétée comme le signe qu'il espère obtenir un poste fédéral une fois que les hostilités auront totalement ou partiellement pris fin¹⁸. La loyauté à l'égard du Kremlin démontrée par l'ensemble des dirigeants tchétchènes a déjà été récompensée : Kadyrov a été promu au rang de général de corps d'armée des troupes du ministère de l'Intérieur, tandis que le chef de la branche tchétchène de la *Rosgvardia*, Adam Delimhanov, a reçu le titre de Héros de la Russie pour son rôle militaire en Ukraine¹⁹. Comme l'indique le chercheur canadien Jean-François Ratelle, « Kadyrov et ses partisans sont passés du statut de groupe armé régional à force montante de la scène politique fédérale russe²⁰ ». Ce constat invite à

16. « Russian Governors Back Kadyrov's Call to "Self-Mobilize" Residents for Ukraine Deployment », *Moscow Times*, 16 septembre 2022, disponible sur : www.themoscowtimes.com

17. H. Chambers, « The Shifting Political Hierarchy in the North Caucasus », Foreign Policy Research Institute, 15 juin 2022, disponible sur : www.fpri.org.

18. « Chechen Leader Kadyrov Says He Deserves "Indefinite" Break, Sparking Speculation about Future », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 3 septembre 2022, disponible sur : www.rferl.org.

19. H. Chambers, « The Shifting Political Hierarchy in the North Caucasus », *op. cit.*

20. J.-F. Ratelle, « The North Caucasus and the Russian War on Ukraine », *op. cit.*, p. 10.

se demander si les derniers mois ont été marqués par un renforcement général du rôle des musulmans en Russie.

Une montée en puissance des musulmans dans la Russie d'aujourd'hui ?

Si l'impact à long terme de la guerre sur la société et le régime russes reste inconnu, il est possible d'envisager un renforcement de la place des minorités ethniques compte tenu de la ligne suivie par le Kremlin. Tandis que de nombreux jeunes Russes ethniques très instruits quittent le pays et que la classe moyenne est globalement mécontente de la détérioration des conditions économiques et politiques, les régions les plus pauvres et les plus dépendantes du budget de l'État – dont les minorités ethniques constituent une part importante – deviendront encore plus cruciales pour la sécurité et la stabilité du régime. Toutes les minorités ethniques ne sont pas musulmanes, mais les musulmans de Russie représentent un groupe important (au moins 10 % de la population) et deux républiques clés, historiquement à la pointe de la défense de leur souveraineté contre le centre fédéral, la Tchétchénie et le Tatarstan, sont de culture musulmane.

Après l'annonce par Vladimir Poutine d'une « mobilisation partielle », des vagues de protestation ont secoué le Daghestan ainsi que certaines autres républiques ethniques comme la Bouriatie et Sakha (Iakoutie)²¹. Le nombre déjà élevé de morts enregistré parmi les minorités ethniques s'est ajouté aux griefs accumulés contre la différence de traitement entre les citoyens issus des riches centres métropolitains de Russie et les populations provinciales. Même Ramzan Kadyrov a déclaré que sa république avait déjà rempli son quota et a arrêté la mobilisation plus tôt que les autres régions, et l'épouse du mufti du Daghestan a tenu des propos similaires²².

L'existence de sentiments protestataires au sein de certaines populations musulmanes de Russie ne se traduit pas automatiquement par une inclination particulière pour la dissidence politique. Alors que les experts occidentaux ont tendance à considérer que les minorités ethniques de Russie sont par nature promptes à la contestation du

21. C. Humphrey, « The Military Call-Up and the Flight of Buryat Men to Mongolia », *Russia Post*, 10 octobre 2022, disponible sur : <https://russiapost.info> ; A. Zueva, « Three Buryats for the Price of One Muscovite », interview d'Alexandra Garmajapova, 6 octobre 2022, disponible sur : <https://russiapost.info>.

22. « Žena muftiâ Dagestana poposila ob otstročke dlâ mobilizovannyh » [L'épouse du mufti du Daghestan a demandé un délai pour les mobilisés] *Radio Svoboda*, 29 septembre 2022, disponible sur : www.svoboda.org.

pouvoir, les enquêtes sociologiques sont plus nuancées. Les minorités ethniques semblent moins favorables à la guerre que la majorité des citoyens russes²³, mais elles font également partie des groupes les plus loyaux envers le régime de Poutine, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, pour des motifs socio-économiques à travers le soutien de l'État au développement de leurs régions, qui sont, dans une vaste mesure, financées par le budget fédéral. Deuxièmement, pour des raisons culturelles *via* leur conservatisme plus marqué en matière de questions de moralité sociale, ce qui correspond à la rhétorique idéologique du régime. Troisièmement, pour des raisons spécifiques liées à la vie politique locale, comme l'utilisation massive des « ressources administratives » pour fournir des électeurs au parti du président²⁴.

Les minorités ethniques ne sont pas les seules dans lesquelles les autorités puisent abondamment pour renforcer les effectifs de l'armée. Manquant cruellement de soldats, le régime a élaboré des stratégies visant à enrôler les travailleurs migrants d'Asie centrale. La Douma a adopté une loi facilitant l'obtention de la citoyenneté russe pour les ressortissants étrangers qui s'engagent à effectuer leur service militaire pendant au moins un an (contre trois ans auparavant)²⁵. Le groupe Wagner semble également avoir tenté de recruter des ressortissants d'Asie centrale sur les réseaux sociaux²⁶. Certaines associations de migrants ouzbeks ont invité leurs concitoyens (de nombreux migrants possèdent la double nationalité) à s'enrôler dans les forces armées russes pour témoigner leur reconnaissance à leur mère patrie d'adoption, la Russie.

Toutefois, cette initiative a suscité une levée de boucliers dans chacun des États d'Asie centrale, qui ont tous publiquement fait savoir qu'il était interdit à leurs citoyens de s'engager dans une armée étrangère. Le Conseil des musulmans d'Ouzbékistan a déclaré sans ambiguïté que « les musulmans ne sont pas autorisés à s'unir à des non-musulmans pour combattre une autre

23. K. L. Marquardt, « Ethnic variation in support for Putin and Russia's invasion of Ukraine », *PONARS Eurasia Policy memo*, n° 822, janvier 2023.

24. M. Laruelle, « Russia's Islam », *op. cit.* ; M. Laruelle, « A Grassroots Conservatism? Taking a Fine-Grained View of Conservative Attitudes among Russians », *East European Politics*, Vol. 37, n° 2, avril 2021, disponible sur : www.tandfonline.com.

25. Russian State Duma, « Inostrancy, služasie v rossijskoj armii po kontraktu, smogut polučit' graždanstvo RF v uprošennom porâdke » [Les étrangers sous contrat dans l'armée russe pourront recevoir la citoyenneté de la Fédération de Russie de manière simplifiée], 20 septembre 2022, disponible sur : <http://duma.gov.ru>.

26. « Wagner Recruiting Kyrgyz, Uzbek Citizens to Fight in Ukraine—Reports », *Moscow Times*, 20 juillet 2022, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

communauté de non-musulmans »²⁷. Durcissant le ton, le Conseil des droits de l'homme de Russie auprès du président a proposé que les ressortissants des pays d'Asie centrale ayant obtenu la nationalité russe depuis moins de dix ans soient contraints à effectuer un service militaire obligatoire²⁸ ; à ce jour, cette proposition n'a pas été mise en œuvre.

La fusillade survenue dans un camp militaire de la région de Belgorod le 15 octobre a relancé le débat sur la place des musulmans dans la guerre en Russie. D'après les premières informations disponibles, les tireurs étaient deux ou trois hommes musulmans (probablement des Tadjiks) qui ont refusé de servir, affirmant que ce n'était pas « leur guerre ». S'en est suivi un vif échange avec l'administrateur du camp, qui a déclaré que la guerre en cours était une « guerre sainte » pour tous les citoyens de Russie. Les soldats musulmans ont répondu qu'une guerre sainte ne pouvait être qu'une guerre livrée par des musulmans à des non-musulmans, pour se voir rétorquer qu'Allah était un lâche ; la dispute a dégénéré jusqu'au point où les soldats musulmans ont sorti leurs armes et abattu au moins 11 personnes²⁹. Cet épisode, s'il est pour l'instant unique, est néanmoins révélateur des tensions qui pourraient se faire jour dans les forces armées russes du fait de la présence en leur sein d'un nombre croissant d'appelés, de volontaires ou de mobilisés de culture musulmane, et de l'adaptation logistique que leur intégration va nécessiter (temps et lieux de prière, nourriture halal, etc.).

Plus globalement, les institutions islamiques russes, telles que les Administrations spirituelles des musulmans, basées à Moscou et à Oufa, soutiennent le discours de guerre porté par l'État³⁰. La guerre leur cause moins de difficultés qu'à l'Église orthodoxe russe, qui a perdu le contrôle d'une grande partie de ses paroisses en Ukraine. Le cheikh Talgat Tadzettinov, basé à Oufa, célèbre pour ses déclarations incendiaires, a

27. « Učastie v vojne meždu Rossiej i Ukrainoj sčitaetsâ haramom – Upravlenie musul'man » [Participer à la guerre entre la Russie et l'Ukraine est haram, déclare la Direction des musulmans], *Gazeta* (Uzbekistan), 23 septembre 2022, disponible sur : www.gazeta.uz.

28. « V SPČ predložili obâzat' vyhodcev iz Central'noj Azii služit' v armii » [Le Conseil des droits de l'homme auprès du président propose de rendre le service militaire obligatoire pour les ressortissants des pays d'Asie centrale], *RBK*, 22 septembre 2022, disponible sur : www.rbc.ru.

29. A. Arni, « Bolee 10 čelovek byli zastreleny 15 oktâbrâ na voennom poligone v Belgorodskoj oblasti. Minoborony RF nazyvalo ČP teraktom » [Plus de dix personnes abattues le 15 octobre sur un terrain d'entraînement militaire dans la région de Belgorod. Le ministère de la Défense qualifie les faits d'acte terroriste], *Deutsche Welle*, 16 octobre 2022, disponible sur : www.dw.com.

30. G. Sibgatullina, « Russia's Muslim Leaders on the Invasion of Ukraine: United in a Display of Loyalty, Divided in Competition for Power », Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, *PONARS Eurasia Policy Memo* n° 765, 7 avril 2022, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

émis une fatwa affirmant que les soldats musulmans russes morts au combat étaient des *chahids* (martyrs)³¹ ; Al'bir Krganov, mufti de l'Assemblée spirituelle des musulmans, qui a pris le contrôle de la communauté musulmane de Lougansk (mais pas de celle de Donetsk)³², s'est montré favorable à la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de ces régions ukrainiennes³³ ; et certaines autres personnalités du Caucase du Nord connues pour leurs positions bellicistes ont déclaré que l'opération militaire spéciale était un djihad³⁴, ou ont appelé à la liquidation de l'Ukraine³⁵, souvent au nom de la dénonciation de l'hypocrisie occidentale³⁶. Si toutes ces institutions sont divisées par de vives luttes internes, elles peuvent s'unir au nom de l'anti-occidentalisme. Seule l'Administration spirituelle dirigée par Ravil' Gajnutdin, basée à Moscou, a affiché une certaine réticence à épouser le discours martial ambiant et a appelé à la paix³⁷.

La guerre a provoqué une polarisation parmi de nombreux groupes de la population russe. Les musulmans ne font pas exception. La majorité d'entre eux a soutenu le régime dans sa décision d'entrer en guerre, s'est ralliée à une propagande anti-occidentale plus intense que jamais et a accepté de s'engager dans les forces armées, tandis qu'une minorité a dénoncé une guerre entre nations slaves et chrétiennes dans laquelle les musulmans n'ont rien à faire. Certains de ces protestataires s'opposent à la guerre pour des raisons idéologiques ; d'autres dénoncent avant tout les conditions matérielles d'un recrutement mal organisé et le fait que les soldats ne bénéficient pas d'une formation sérieuse avant d'être envoyés au front. Quoi qu'il en soit, la guerre a involontairement relancé la question de l'identité fédérale de la Russie et de la place qu'y occupent les minorités, notamment les musulmans. Elle a également ébranlé les positions de la Russie dans le monde musulman et, surtout, son statut au Moyen-Orient.

31. Central'noe duhovnoe upravlenie musul'man Rossii [Direction spirituelle centrale des musulmans de Russie], 25 mars 2022, disponible sur : www.cdum.ru.

32. R. Sulejmanov, « Musul'mane DNR i LNR integrirovat'sja v islamskoe soobščestvo Rossii » [Les musulmans de DNR et LNR vont intégrer la communauté musulmane de Russie], *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 17 mai 2022, disponible sur : <https://nvo.ng.ru>.

33. A. Galimziânov, « Ne vse rossijskie muftii podderžali voennuû specoperaciû na Ukraine » [Tous les muftis de Russie ne soutiennent pas l'opération militaire spéciale en Ukraine], *EurAsia Daily*, 31 mars 2022, disponible sur : <https://eadaily.com>.

34. « Muftij Čečni ob"âsnil džihadom učastie zemlâkov v voennom konflikte na Ukraine » [Le mufti de la Tchétchénie considère que la participation de ses coréligionnaires au conflit militaire en Ukraine relève du djihad], *Kavkazskij Uzel*, 28 février 2022, disponible sur : www.kavkaz-uzel.eu.

35. A. Galimziânov, « Ne vse rossijskie muftii podderžali voennuû specoperaciû na Ukraine », *op. cit.*

36. Ūliâ Syčeva, « Muftij Tatarstana zaâvil o podderžke specoperacii na Ukraine » [Le mufti du Tatarstan exprime son soutien à l'opération spéciale en Ukraine], *URA.ru*, 2 mars 2022, disponible sur : <https://ura.news>.

37. G. Sibgatullina, « Russia's Muslim Leaders on the Invasion of Ukraine: United in a Display of Loyalty, Divided in Competition for Power », *op. cit.*, p. 12.

Les musulmans de l'étranger : la réaction du Moyen-Orient à la guerre

Comme l'ensemble du monde non occidental, le monde musulman (ainsi qu'Israël par ailleurs) a adopté une attitude prudente à l'égard de la guerre. Certes, en mars, la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la guerre (ES-11/1) a recueilli un large soutien : la majorité des pays musulmans ont condamné l'invasion, bien que certains se soient abstenus (ce fut le cas de 35 États membres de l'ONU au total, dont le Sénégal, le Mali, l'Algérie, le Soudan, l'Iran, l'Irak, le Pakistan, le Bangladesh, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan), que quelques-uns aient joué l'absentéisme (le Maroc, l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan) et que, parmi les pays majoritairement musulmans, seule la Syrie, l'un des plus fidèles clients de la Russie, ait voté « non ». Un résultat similaire a été enregistré en octobre lors du vote sur la résolution ES-11/4 condamnant l'annexion par la Russie de quatre territoires ukrainiens : 143 voix pour, 35 abstentions et 5 contre. La majorité des abstentionnistes sont des pays d'Asie et d'Afrique, le Moyen-Orient étant divisé³⁸.

En revanche, les pays musulmans ont été beaucoup plus nombreux à refuser de voter la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU : parmi les 58 pays membres de l'ONU qui se sont abstenus, on retrouve l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Qatar, le Koweït, l'Irak, le Pakistan, la Malaisie et l'Indonésie. En outre, les pays dits du Sud global ont massivement refusé de se joindre aux huit vagues de sanctions décidées par les États-Unis et l'Europe, au nom de la préservation de leurs propres économies (voir tableau 1).

38 . S. Shidore, « Global South Again Shows Ambivalence on the Ukraine War », Quincy Institute, *Responsible Statecraft*, 13 octobre 2022, disponible sur : <https://responsiblestatecraft.org>.

TABLEAU 1. La position des principaux pays musulmans vis-à-vis de la guerre en Ukraine

	AGNU Res. ES-11/1 Condamnation de l'invasion russe et de la reconnaissance de la DNR et de la LNR (2 mars)	AGNU Res. ES-11/3 Suspension de la Russie du CDH de l'ONU (7 avril)	AGNU Res. ES-11/4 Condamnation de l'annexion par la Russie de territoires ukrainiens (12 octobre)
Algérie	Abstention	Non	Abstention
Arabie saoudite	Oui	Abstention	Oui
Bahreïn	Oui	Abstention	Oui
Bangladesh	Abstention	Abstention	Oui
Égypte	Oui	Abstention	Oui
Émirats arabes unis	Oui	Abstention	Oui
Indonésie	Oui	Abstention	Oui
Irak	Abstention	Abstention	Oui
Iran	Abstention	Non	Abstention
Jordanie	Oui	Abstention	Oui
Koweït	Oui	Abstention	Oui
Libye	Oui	Oui	Oui
Maroc	Absent	Absent	Oui
Oman	Oui	Abstention	Oui
Pakistan	Abstention	Abstention	Abstention
Qatar	Oui	Abstention	Oui
Soudan	Abstention	Abstention	Abstention
Syrie	Non	Non	Non

Tunisie	Oui	Abstention	Oui
Turquie	Oui	Oui	Oui
Yémen	Oui	Abstention	Oui

Sources : Compilé par l'auteur à partir de : United Nations / Digital Library
 Aggression against Ukraine: resolution / adopted by the General Assembly, 2022
<http://digitallibrary.un.org>,
 Humanitarian consequences of the aggression against Ukraine: resolution / adopted by
 the General Assembly, 2022
<http://digitallibrary.un.org>, et
 Suspension of the rights of membership of the Russian Federation in the Human Rights
 Council: resolution / adopted by the General Assembly, 2022 <http://digitallibrary.un.org>

Les raisons de la prudence du monde musulman à l'égard de la guerre

Les raisons pour lesquelles le Moyen-Orient – comme une grande partie des pays du Sud – a refusé de prendre parti dans le conflit tiennent largement aux cultures politiques et aux visions du monde propres aux pays qui le composent, mais aussi à des intérêts pragmatiques³⁹. Tout d'abord, le fait que les Occidentaux aient présenté la guerre en Ukraine comme un combat pour la démocratie et contre l'autoritarisme ne trouve pas d'écho auprès de nombreux régimes pour lesquels la démocratie est synonyme de chaos et d'ingérence étrangère ; l'Occident aurait eu plus de chances de rallier un certain nombre de pays à sa cause s'il avait invoqué la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine⁴⁰.

Deuxièmement, vue du Sud, la guerre est largement perçue comme un conflit relevant du Nord qui met aux prises, d'une part, l'impérialisme normatif américain et européen et, d'autre part, l'impérialisme de la Russie dans son « étranger proche ». Si les violations flagrantes du droit international commises par la Russie ont choqué de nombreux habitants des pays du Sud, le monde musulman n'en conserve pas moins des souvenirs douloureux de ce qu'il voit comme l'unilatéralisme et l'interventionnisme militaire des États-Unis. L'invasion américaine de l'Irak, la gestion de la crise libyenne et l'échec de la présence de l'OTAN en Afghanistan pendant deux décennies, ainsi que le ressentiment accumulé à l'égard des anciennes puissances coloniales européennes telles que la France ou le Royaume-Uni ont façonné l'opinion publique des pays à majorité

39. D. Mirgorod, « Bližnij Vostok : režim ožidaniâ » [Le Moyen-Orient dans l'attente] *Rossia v global'noj politike*, avril 2022, disponible sur : <https://globalaffairs.ru>.

40. K. A. Grieco, M. Jourdain, « Democracy vs Autocracy Is the Wrong Framing for the War in Ukraine », *World Politics Review*, 14 juin 2022, disponible sur : www.worldpoliticsreview.com.

musulmane, de sorte que le discours occidental sur la guerre en Ukraine ne semble guère convaincant.

S'y ajoute le sentiment, dans le monde musulman, que les migrants et les réfugiés venant du Sud n'ont pas bénéficié en Europe de l'accueil chaleureux réservé aux réfugiés ukrainiens, loin de là, et que l'afflux de ces derniers a relégué de nombreux non-Ukrainiens au bas de la hiérarchie des réfugiés – une perception qui alimente les discours dénonçant le racisme des Occidentaux⁴¹.

Même avant la guerre, l'opinion publique musulmane se montrait plus divisée dans sa perception de la Russie que l'opinion publique occidentale. Dans des pays anciennement socialistes comme l'Algérie ou l'Irak, dans des pays devenus partenaires stratégiques de la Russie comme l'Iran et la Turquie, mais aussi – ce qui est plus intéressant – dans des pays traditionnellement plus orientés vers l'Occident comme le Maroc, la Tunisie et la Jordanie, la Russie pouvait compter sur au moins un tiers d'opinions favorables, même si la proportion d'opinions négatives restait également assez élevée (voir tableau 2).

En mai 2022, un sondage YouGov réalisé dans 14 pays du Moyen-Orient a révélé que 66 % des personnes interrogées n'avaient pas de position sur la guerre. La proportion de personnes soutenant l'Ukraine et la Russie était quasi égale (respectivement 18 et 16 %), tandis que 24 % jugeaient l'OTAN responsable du déclenchement du conflit⁴². Nous pouvons donc conclure que la prudence actuelle de nombreux pays musulmans à l'égard de cette guerre s'explique davantage par un ressentiment à l'égard de l'Occident que par une position pro-russe en tant que telle.

41. P. Rutland, « Why the West Is Losing the Global Information War over Ukraine and How It Can Be Fixed », Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, *PONARS Eurasia Policy Memo* n° 803, 17 octobre 2022, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

42. F. J. Abbas, « Our YouGov Ukraine Poll Exposes Deep Arab Mistrust of the West », *Arabnews*, 30 mai 2022, disponible sur : www.arabnews.com.

TABLEAU 2. Perception de la Russie par les pays musulmans où Gallup a effectué des sondages depuis 2016, année la plus récente

	Année	Opinions favorables	Opinions défavorables	Ne se prononce pas
Afghanistan	2021	13 %	76 %	11 %
Algérie	2021	39 %	43 %	19 %
Bangladesh	2021	33 %	35 %	32 %
Égypte	2021	10 %	53 %	37 %
Indonésie	2021	27 %	47 %	27 %
Irak	2021	33 %	62 %	5 %
Iran	2021	42 %	42 %	16 %
Jordanie	2021	19 %	36 %	45 %
Libye	2019	25 %	56 %	19 %
Maroc	2021	35 %	27 %	38 %
Pakistan	2021	19 %	49 %	32 %
Tunisie	2021	22 %	42 %	36 %
Turquie	2021	37 %	47 %	16 %
Yémen	2019	19 %	60 %	21 %

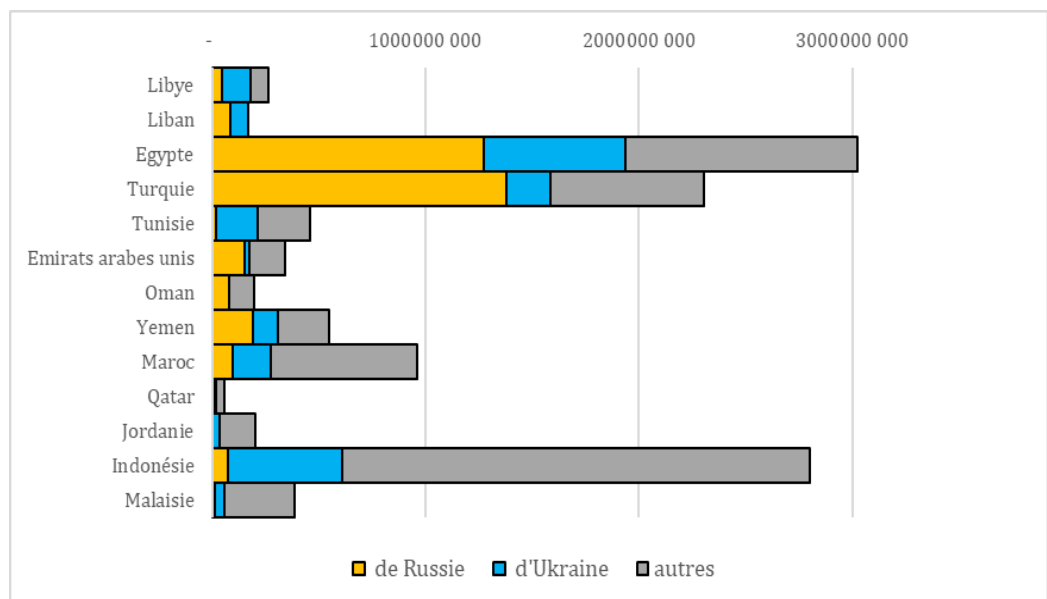
Source : Compilé par l'auteur à partir de Gallup, www.gallup.com

Troisièmement, les intérêts économiques nationaux sont une priorité pour tous ces pays et aucun dirigeant, dans un Moyen-Orient déjà fragile, n'est prêt à aggraver la situation économique intérieure de son pays pour sanctionner la Russie. De nombreux États du Moyen-Orient dépendent fortement des importations de céréales en provenance de Russie et d'Ukraine. Ainsi, le Liban reçoit 96 % de ses approvisionnements en blé de ces deux pays, l'Égypte 85 % et la Libye environ 75 % (voir tableau 3)⁴³. La hausse des prix des produits de

43. « Rising Food Prices Shake North Africa as Ukraine War Rages », *AFP/France 24*, 13 mars 2022, disponible sur : www.france24.com.

base est généralement considérée comme le principal catalyseur des protestations sociales – un scénario que personne dans la région ne souhaite voir se répéter. L'accord d'exportation de céréales passé entre la Russie, l'Ukraine et les Nations unies, sous l'égide de la Turquie, qui vise à éviter une crise alimentaire mondiale en garantissant le passage en toute sécurité des navires à l'entrée et à la sortie des ports ukrainiens, ne fonctionne que partiellement. Jusqu'à présent, seules 30 % environ des cargaisons ont été acheminées vers les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur⁴⁴. Compte tenu de la crise climatique – l'année 2022 ayant été une année record en termes de températures et de catastrophes climatiques –, de nombreux pays musulmans risquent d'être encore confrontés cet hiver à des déficits de blé, ce à quoi s'ajoutent des prix de l'énergie élevés.

TABLEAU 3. Importations de céréales de Russie et d'Ukraine par les pays musulmans, en USD, 2019



Source : Compilé par l'auteur à partir de UN Comtrade, <http://comtradeplus.un.org>, et de World Bank, <http://data.worldbank.org>

44. J. Saul, N. Hunt et P. Polityuk, « Even with UN Deal, Ukraine Faces Long Haul to Shift Grain Mountain », *Reuters*, 8 septembre 2022, disponible sur : www.reuters.com.

Le numéro d'équilibrisme des puissances régionales moyen-orientales : Turquie, Iran, Arabie saoudite, Égypte

La guerre a des répercussions dans le monde entier et tout particulièrement au Moyen-Orient, où les puissances régionales mettent en œuvre une politique étrangère pragmatique et transactionnelle qui leur évite de devoir prendre parti et leur permet de renforcer leur statut et leur autonomie.

La Turquie est sans aucun doute le pays du Moyen-Orient qui a le plus profité de l'affaiblissement de la Russie. Elle se trouve désormais confortablement installée dans une position d'équilibre entre tous les acteurs et a su accroître son prestige international et mettre en avant sa politique étrangère multivectorielle.

Avant la guerre, la Turquie avait renforcé son partenariat avec l'Ukraine, y compris en matière de défense. Elle avait déjà commencé à vendre à Kyiv des drones Bayraktar TB2, qui ont été d'une grande utilité aux Ukrainiens pour frapper les positions russes et qui pourraient à l'avenir faire l'objet d'une fabrication conjointe. De plus, la Turquie soutient traditionnellement la communauté tatare de Crimée, ce qui l'avait incitée à appuyer l'Ukraine dans le face-à-face Kyiv-Moscou dès l'annexion de la Crimée en 2014.

Dans le même temps, Ankara conserve une relation majeure et multiforme avec la Russie. Celle-ci est pour elle un partenaire commercial clé (32,5 milliards de dollars en 2021), une source d'investissements étrangers (plus de 10 milliards de dollars) et de touristes (environ 5 millions de visiteurs par an), un fournisseur d'énergie et un partenaire militaire (achat du système de missiles russe S-400)⁴⁵. Sur le plan géopolitique, la relation bilatérale est plus compliquée : des tensions opposent les deux pays dans leur voisinage commun, notamment dans le Caucase ou dans les Balkans, et ils se font concurrence en Asie centrale, principalement en matière économique et culturelle. Pourtant, Ankara et Moscou ont été suffisamment pragmatiques pour travailler ensemble dans plusieurs zones de guerre où leurs intérêts stratégiques entrent en collision, comme en Syrie, en Libye et au Karabakh⁴⁶.

45. Pour un tableau très complet de la relation bilatérale, voir : I. Facon (dir.), *Russie-Turquie : Un défi à l'Occident ?*, Paris, Passés / composés, avril 2022, disponible sur : www.frstrategie.org.

46. I. Kusa, « From Ally to Mediator: How Russia's Invasion Has Changed Ukraine-Turkey Relations », *Carnegie Endowment for International Peace*, 7 octobre 2022, disponible sur : <https://carnegieendowment.org> ; I. Kusa, « Turkey's Goals in the Russia-Ukraine War »,

Malgré le déclenchement de la guerre, le président Recep Tayyip Erdoğan a réussi à maintenir la posture équilibrée de la Turquie. Ankara s'est clairement placée aux côtés de ses alliés de l'OTAN, a fermé le détroit du Bosphore à la marine russe et a qualifié l'invasion russe d'acte de guerre. Pour autant, elle n'a pas imposé de sanctions ni annulé les vols entre les deux pays. De nombreux Russes se sont installés en Turquie et y ont enregistré leurs entreprises pour échapper aux sanctions – ce qui a un effet positif sur l'économie turque⁴⁷.

La Turquie cherche également à profiter de la guerre pour atteindre un objectif qu'elle s'est fixé de longue date, à savoir s'imposer comme une importante plaque tournante du transit énergétique. Une ambition encouragée par la proposition de Moscou, peu après les explosions qui ont endommagé le gazoduc Nord Stream, de lancer une nouvelle version du projet avorté de gazoduc South Stream pour exporter du gaz russe vers la Turquie⁴⁸. L'approche proactive d'Erdoğan face au conflit a renforcé le prestige diplomatique de la Turquie, la positionnant comme l'un des rares pays susceptibles d'amener les deux parties belligérantes à la table des négociations. Ankara est en effet devenue le principal forum des pourparlers diplomatiques entre Kyiv et Moscou, et elle a joué un rôle déterminant dans l'accord sur le blé signé sous l'égide des Nations unies⁴⁹.

À l'instar de la Turquie, l'Iran profite également de l'affaiblissement du statut mondial de la Russie. La relation bilatérale s'était déjà améliorée sous la présidence d'Hassan Rohani (2013-2021) grâce à la coordination militaire de Moscou et Téhéran en Syrie et au soutien de la Russie à la relance de l'accord nucléaire du Plan d'action global conjoint (JCPOA) de 2015. Après le début de la guerre en Ukraine, le partenariat militaire est devenu le nouveau moteur de la relation⁵⁰. La vente à la Russie de « drones kamikazes » iraniens qui font des ravages sur le champ de bataille ukrainien – une vente qui s'est peut-être accompagnée du déploiement de militaires iraniens sur le terrain pour former les forces armées russes à leur

Woodrow Wilson International Center for Scholars, Kennan Institute, 13 juin 2022, disponible sur : www.wilsoncenter.org.

47. J. Malsin et E. Kivilcim, « Superyachts, Seaside Apartments and Suitcases Full of Cash : Russians Pour Money into Turkey », *Wall Street Journal*, 7 avril 2022, disponible sur : www.wsj.com.

48. V. Hopkins, S. Timur et S. Reed, « Putin Offers to Make Turkey a Gas Hub to Preserve EU Energy Hold », *New York Times*, 13 octobre 2022, disponible sur : www.nytimes.com.

49. E. Chausovsky, « Turkey Is the Biggest Swing Player in the Russia-Ukraine War », *Foreign Policy*, 11 août 2022, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

50. B. Hadžehpur, « Ukrainskij krizis i dilemmy dlâ Irana » [La crise ukrainienne et le dilemme de l'Iran], Valdaĵ Meždunarodnyĵ Diskussionnyĵ Klub, 29 avril 2022, disponible sur : <http://ru.valdaiclub.com>.

utilisation⁵¹ – a incarné cette nouvelle coopération militaire, ce qui a conduit Kyiv à annuler l'accréditation de l'ambassadeur iranien en Ukraine⁵².

L'affaiblissement et l'isolement de la Russie ont permis à Téhéran d'avoir l'oreille et l'appui du Kremlin plus qu'auparavant, lorsque Moscou cherchait à se positionner de façon équilibrée entre l'Iran et l'Occident. Le président Ebrahim Raïssi s'est donc employé à soutenir Moscou dans sa rhétorique anti-occidentale et à reprendre à son compte la vision russe du conflit, selon laquelle la guerre est due à une ingérence de l'Occident dans la sphère d'influence de la Russie⁵³. La longue expérience de l'Iran en matière de sanctions occidentales contribue également à son rapprochement avec Moscou : dans l'éventualité (improbable à ce jour) d'une relance de l'accord nucléaire, la levée des sanctions contre l'Iran pourrait aider la Russie à contourner ses propres sanctions par le biais d'un accord d'échange (Téhéran pourrait acheter du pétrole russe pour son usage interne et exporter son propre pétrole vers des clients pour le compte de la Russie⁵⁴). Il reste que cette nouvelle alliance ne suffira pas à résoudre les principaux problèmes auxquels la Russie est confrontée : l'économie iranienne, déjà exsangue, ne peut pas offrir à Moscou un allègement significatif du poids des sanctions, et le régime des ayatollahs est occupé à réprimer un fort mouvement de contestation à l'intérieur⁵⁵.

L'Arabie saoudite a elle aussi été contrainte de jouer les équilibristes entre les deux camps. Bastion traditionnel de la présence stratégique américaine dans le golfe Persique, le royaume wahhabite a, au fil des ans, perdu confiance dans l'engagement américain au Moyen-Orient et amélioré ses relations avec Moscou. En 2007, Vladimir Poutine est devenu le premier dirigeant russe à effectuer une visite officielle à Riyad. Dix ans plus tard, le roi Salmane ben Abdulaziz Al Saoud a été le premier roi saoudien (suivi par le prince héritier Mohammed ben Salmane) à se rendre à Moscou. En 2021, alors que le royaume était encore marginalisé sur la scène

51. J. E. Barnes et J. Ismay, « Russian Errors Prompted the Deployment of Iranian Drone Personnel to Ukraine, a U.S. Official Says », *New York Times*, 20 octobre 2022, disponible sur : www.nytimes.com.

52. Al Jazeera et agences de presse, « Ukraine to Reduce Iran Embassy Presence over Russia Drone Attacks », *Al Jazeera English*, 24 septembre 2022, disponible sur : www.aljazeera.com.

53. I. Delanoe, « Le partenariat russo-iranien à l'épreuve du conflit en Ukraine », *Diplomatie*, août-septembre 2022, pp. 62-65.

54. « Report: Russia to Use Iran to Bypass Sanctions and Sell Oil if Nuclear Deal Clinched », *Times of Israel*, 24 août 2022, disponible sur : www.timesofisrael.com.

55. N. Smagin, « Sobrat po sankciâm. Čto dast Rossii sblizhenie s Iranom » [Confrère en sanctions. Ce que la Russie gagnera d'un rapprochement avec l'Iran], *Carnegie Politika*, 28 octobre 2022, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

internationale après l'effroyable assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, la Russie a signé un accord de coopération militaire avec Riyad⁵⁶.

Les deux pays défendent des positions opposées sur les dossiers de la Syrie, de l'Iran et de l'Égypte, mais ils ont aussi beaucoup en commun, notamment dans le cadre de l'alliance informelle OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a explicitement reconnu que le long partenariat de son royaume avec les États-Unis n'était pas une raison suffisante pour l'empêcher d'entretenir de bonnes relations avec la Russie (ou avec la Chine, d'ailleurs), quelles que soient les pressions émanant de la Maison-Blanche⁵⁷. Cette stratégie a été confirmée début octobre par la décision de l'OPEP+ de réduire sa production de 2 millions de barils par jour et de faire ainsi remonter les prix du brut, ce qui a valu à l'organisation d'être accusée par l'Occident de se ranger du côté de la Russie⁵⁸.

De leur côté, les Émirats arabes unis se sont, comme la Chine et l'Inde, abstenus lors du vote de la première résolution de l'ONU condamnant l'invasion. À leurs yeux, la guerre en Ukraine est un problème européen et non mondial, et ils sont mécontents de l'implication à géométrie variable des États-Unis dans le Golfe et des tensions de Washington avec la Chine. Ils ont également des intérêts pragmatiques liés au rôle de la Russie au sein de l'OPEP+ et ont apprécié la position assez neutre de Moscou sur les tensions internes du Golfe et la guerre au Yémen⁵⁹. En outre, comme partout au Moyen-Orient, l'image de leader fort cultivée par Vladimir Poutine contribue à l'estime que lui portent les Émirats. Comme l'a expliqué Abdulkhaleq Abdulla, professeur à l'université des Émirats arabes unis, « en raison du profond respect de Poutine pour le rôle de leader des États du Golfe et pour ce qu'ils ont accompli, certains ont estimé qu'il méritait de bénéficier d'un respect similaire en retour⁶⁰ ».

Parmi les autres puissances régionales qui tentent de maintenir une posture équilibrée face au conflit, il convient également de

56. I. Naar, « Saudi Arabia, Russia Sign Deal to Develop Joint Military Cooperation », 24 août 2021, *Al Arabiya English*, disponible sur : <https://english.alarabiya.net>.

57. T. Singh Maini, « Biden's Address at the Jeddah Summit: Important Takeaways », *The Geopolitics*, 21 juillet 2022, disponible sur : <https://thegeopolitics.com>.

58. F. Marsi, « Is OPEC "Aligning with Russia" after Production Cuts? », *Al Jazeera English*, 7 octobre 2022, disponible sur : www.aljazeera.com.

59. A. Aboudouh, « Russia's War in Ukraine Is Making Saudi Arabia and the UAE Rethink How They Deal With US Pressure Over China », *Atlantic Council*, 26 avril 2022, disponible sur : www.atlanticcouncil.org.

60. Interview avec Abdulkhaleq Abdulla, « The Ukraine Crisis and the Gulf: An Emirati Perspective », Institut Montaigne, 1^{er} septembre 2022, disponible sur : www.institutmontaigne.org.

mentionner l'Égypte. Celle-ci importe ses céréales principalement d'Ukraine et de Russie, et les touristes provenant de ces deux pays représentent jusqu'à un tiers de ses visiteurs annuels. Le président Abdel Fattah Al-Sissi a renforcé la relation bilatérale avec Moscou depuis son arrivée au pouvoir en 2014, ce qui a donné lieu à un accord de partenariat global en 2018. L'Égypte a également des liens économiques et militaires profonds avec la Russie, qui finance et construit la première centrale nucléaire égyptienne à Dabaa grâce à un prêt russe de 25 milliards de dollars (qui risque maintenant d'être remis en question) et fournit environ 40 % des armes égyptiennes, ce qui en fait la première source d'armes du pays⁶¹. Toutefois, l'Égypte est particulièrement affectée par la guerre en raison de sa dépendance à l'égard des importations de céréales, et ne peut pas bénéficier de revenus élevés provenant du pétrole et du gaz comme l'Arabie saoudite, ni d'un statut stratégique régional renforcé comme la Turquie et l'Iran.

Les répercussions de la guerre sur les conflits du Moyen-Orient

Si les puissances régionales du Moyen-Orient ont su jouer les équilibristes avec un certain succès, l'erreur de calcul de Moscou sur le coût et la durée de la guerre a eu un impact direct sur les conflits en cours au Moyen-Orient dans lesquels la Russie est impliquée. La Syrie et la Libye risquent toutes deux de payer un prix élevé pour la dégradation des relations entre les États-Unis et la Russie⁶².

Les forces militaires russes officielles, ainsi que les troupes informelles telles que celles du groupe Wagner, ont été réduites dans les deux pays, Moscou ayant renvoyé une partie de ses effectifs sur le champ de bataille ukrainien. En Libye, la Russie et la Turquie se sont rangées aux côtés de partenaires locaux différents. Moscou soutient le « maréchal » autoproclamé Khalifa Haftar, fournissant à son Armée nationale libyenne des armes et, plus récemment, le soutien du groupe Wagner ; elle a par ailleurs coopéré avec l'Égypte et les Émirats arabes unis pour le renforcer. Pour sa part, Ankara a préféré appuyer le gouvernement de Tripoli soutenu par l'ONU et lui a envoyé des formateurs militaires, des planificateurs, des mercenaires syriens et des drones armés⁶³. Une partie des troupes de Wagner sont déjà

61. K. Al-Anani, « Russia's War on Ukraine: Egypt's Limited Room for Maneuver », Arab Center Washington DC, 6 avril 2022, disponible sur : <https://arabcenterdc.org>.

62. S. A. Cook et B. Sanner, « Russia Still Has Willing Partners in the Middle East », *Foreign Policy*, 20 juillet 2022, disponible sur : <http://foreignpolicy.com>.

63. A. Borshchevskaya, « Moscow and Ankara Will Continue Uneasy Cooperation », The Washington Institute for Near East Policy, 6 août 2020, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

parties, et l'implication directe de Moscou sur le terrain est vouée à diminuer, car la guerre en Ukraine consomme la plupart des réserves militaires russes, tant en termes d'effectifs que d'équipements⁶⁴.

En Syrie, la Russie laisse progressivement les groupes soutenus par l'Iran et la Turquie prendre le contrôle des zones de conflit⁶⁵. Elle pourrait également éprouver des difficultés à conserver sa base aérienne hautement stratégique de Hmeimim, qui surplombe la mer Méditerranée. Du fait de la fermeture du détroit du Bosphore à la marine russe depuis mars, Moscou peine à continuer d'approvisionner le régime syrien et ses troupes, ainsi qu'à effectuer des frappes aériennes contre ses ennemis⁶⁶.

La cessation de toute implication militaire directe de la Russie au Moyen-Orient entraînera-t-elle une désescalade des conflits dans la région, comme le suppose Pavel Baev⁶⁷ ? Ou pourrait-elle, au contraire, les aggraver, dans la mesure où elle modifie l'équilibre des forces locales ? La situation en Libye pourrait effectivement évoluer du fait de la diminution de la présence de Moscou, mais en Syrie, la Russie continuera de soutenir Bachar Al-Assad autant que possible. De plus, le régime de Damas est progressivement réintégré sur la scène régionale et reconnu (même à contrecœur) comme légitime par les acteurs voisins. La Turquie et l'Iran ont consolidé leurs positions en tant que principaux décideurs dans la crise syrienne, et Erdoğan semble désormais en capacité d'étendre la « zone de sécurité » de la Turquie dans le nord de la Syrie contre les Kurdes soutenus par l'Occident⁶⁸, sans que la Russie puisse le ralentir.

Plusieurs autres conflits sont en cours au Moyen-Orient, tels que la guerre au Yémen et le conflit israélo-palestinien, mais la Russie n'en est pas l'un des principaux acteurs. Ils ne sont donc pas directement affectés par le recul de Moscou.

Plus à l'est, un autre séisme géopolitique (mais d'un impact moindre au niveau mondial) survenu dans l'arrière-cour de la Russie avait précédé la guerre en Ukraine : le catastrophique retrait

64. J. Harchaoui, « The Pendulum: How Russia Sways Its Way to More Influence in Libya », *War on the Rocks*, 7 janvier 2021, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

65. N. Danforth, « How Much Multipolarity Does a Strongman Need? Why Erdogan Has Benefited from Russia's Failure in Ukraine », *War on the Rocks*, 9 septembre 2022, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

66. A. Hamzawy, K. Sadjadpour, A. D. Miller *et al*, « What the Russian War in Ukraine Means for the Middle East », Carnegie Endowment for International Peace, 24 mars 2022, <http://carnegieendowment.org>.

67. P. Baev, « Irrelevant Intrigues and Diminished Power Projection: Russia in Retreat from the Middle East », Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, *PONARS Eurasia Policy Memo* n° 801, 10 octobre 2022, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

68. M. Tokyay, « Ankara, Damascus Discuss Potential Normalization after Years of Broken Ties », *Arab News*, 15 août 2022, disponible sur : www.arabnews.com.

américain d'Afghanistan et le retour au pouvoir des talibans à Kaboul. L'État islamique ayant accru sa présence en Afghanistan, Moscou a commencé à nouer des liens avec les talibans, après les avoir considérés pendant des années comme des interlocuteurs infréquentables. Ce changement de posture repose sur la vision réaliste selon laquelle il est plus aisé de négocier avec un régime réactionnaire ancré dans les réalités locales qu'avec un groupe transnational hautement idéologisé et déterminé à exterminer ses ennemis, comme l'État islamique.

Le représentant spécial de la Russie pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov, a joué un rôle central dans la mise en œuvre de cette stratégie. Le Kremlin a invité les talibans à Moscou à participer à des pourparlers fin 2021⁶⁹, a accepté de réaccréditer les diplomates talibans en mars 2022 et a signé un accord économique avec eux pour la livraison de pétrole, de gaz et de blé en septembre⁷⁰. La Russie a été la première grande puissance à signer un tel accord avec le nouveau régime taliban, sans toutefois le reconnaître comme légitime (les talibans sont toujours reconnus comme un groupe terroriste par la loi russe).

Ce partenariat fait sens pour les deux parties : les Talibans sont à la recherche d'une reconnaissance internationale et d'un soutien économique et humanitaire, et la reconnaissance partielle que leur offre la Russie peut servir de modèle pour d'autres pays ; quant à la Russie, elle a besoin d'avoir des interlocuteurs à Kaboul pour tenter d'atténuer les flux de stupéfiants passant par l'Asie centrale et de s'assurer qu'aucun mouvement islamiste ciblant l'Asie centrale et la Russie ne bénéficiera du soutien de l'Afghanistan⁷¹. La plupart des régimes d'Asie centrale se montrent d'autant plus compréhensifs envers l'approche pragmatique de la Russie qu'ils souhaitent eux-mêmes stabiliser leurs relations avec le nouveau gouvernement afghan. Seul le Tadjikistan fait exception : pour Douchanbé, la non-attribution d'un statut spécifique aux Tadjiks afghans par un régime taliban faisant la part belle aux Pachtounes demeure une question sensible.

69. « Russia Invites Taliban to Afghanistan Conference in Moscow », *Al Jazeera English*, 7 octobre 2021, disponible sur : www.aljazeera.com.

70. « Taliban Signs "Preliminary" Deal with Russia for Oil, Gas, Wheat », *Al Jazeera English*, 28 septembre 2022, disponible sur : www.aljazeera.com.

71. F. as-Surani, « Kak skladyvalis' otnošeníâ Moskvý s talibami ? » [Comment les relations de Moscou avec les talibans se sont-elles formées ?], *InoSMI*, 17 août 2022, disponible sur : <http://inosmi.ru>.

L'affaiblissement de la Russie renforce-t-il la légitimité de l'OCS et des BRICS ?

Paradoxalement, l'affaiblissement de la Russie sur la scène internationale, dû à sa violation flagrante du droit international et à ses échecs militaires sur le champ de bataille ukrainien, est de nature à favoriser l'émergence d'un nouvel ordre régional. En effet, le recul de la puissance russe contribue à un rééquilibrage dans le monde non occidental, la Chine entérinant son statut de leader de cette catégorie de pays, et la Turquie consolidant son influence au Caucase et en Asie centrale.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) confirmera probablement l'adhésion pleine et entière de l'Iran d'ici à l'été 2023 : Téhéran a signé le protocole d'accord préparant la voie à son entrée dans l'Organisation, une forme de reconnaissance qu'il attend depuis longtemps. En effet, l'adhésion à un forum diplomatique en plein essor comme l'OCS, sans aucune obligation à remplir (l'OCS fonctionne selon le principe du consensus et ses prérogatives institutionnelles sont très limitées), représente un succès pour le régime iranien à un moment où il est secoué par des protestations en interne et durement frappé par les sanctions américaines. Pour la Russie, l'entrée de l'Iran garantit la présence d'un pays amical au sein d'une organisation largement dominée par la Chine. Et pour les États d'Asie centrale, l'Iran apparaît potentiellement comme l'un des chaînons manquants qui les aidera à réduire leur dépendance vis-à-vis de la Russie en termes de transport⁷².

Plusieurs puissances régionales telles que la Turquie, l'Égypte et l'Arabie saoudite (et potentiellement l'Indonésie et l'Argentine) sont également intéressées par une adhésion aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Cette question a déjà été évoquée par la Russie, la Chine et l'Inde au cours des derniers mois⁷³. Si les BRICS sont moins axés sur la politique et plus sur l'économie que l'OCS, l'intérêt qu'ils suscitent reflète néanmoins l'attrait et la consolidation d'un ordre mondial non occidental. Tous les membres des BRICS, et tous les candidats au groupe, voient dans la guerre économique livrée par les États-Unis à la Russie une incitation à procéder à un découplage financier et monétaire vis-à-vis des institutions

72. N. Grajewski, « Iran One Step Closer to SCO Membership », Washington Institute for Near East Policy, 14 septembre 2022, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

73. I. Numan Telci, « Egypt, Saudi Arabia, and Turkey's Joining BRICS Can Be a Game Changer », *Politics Today*, 2 septembre 2022, disponible sur : <https://politicstoday.org> ; « BRICS Expects Egypt, Saudi Arabia and Turkey to Join Group Soon », *Middle East Monitor*, 14 juillet 2022, disponible sur : www.middleeastmonitor.com.

occidentales et de la domination du dollar (un risque reconnu par le Fonds monétaire international dès mars 2022, lors des premières vagues de sanctions ⁷⁴), et à progresser vers la souveraineté technologique, à la fois pour contrôler les flux d'informations mais aussi pour éviter d'être déconnectés du World Wide Web, du système de paiement SWIFT, etc.

Dans le cas de l'OCS comme dans celui des BRICS, quatre grandes puissances régionales musulmanes (la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats) apparaissent comme des acteurs clés du nouvel équilibre régional (avec Israël bien évidemment). Elles ont été capables de faire évoluer pragmatiquement leurs politiques étrangères respectives dans un nouvel environnement chaotique afin de tirer parti du déclin à la fois de la Russie et de l'Occident, et de l'émergence de nouveaux blocs multipolaires.

74. J. Wheatley et C. Smith, « Russia Sanctions Threaten to Erode Dominance of US Dollar, Says IMF », *Financial Times*, 31 mars 2022, disponible sur : www.ft.com.

Conclusion

Avec son erreur de calcul stratégique en Ukraine, la Russie a réduit à néant de nombreux succès qu'elle avait obtenus au cours des deux dernières décennies. Elle a perdu une grande partie de sa légitimité en Eurasie, accélérant la fin de l'ordre post-soviétique dans la région⁷⁵ ; et elle a perdu le résultat de longues années d'intégration économique avec les industries et les marchés occidentaux européens et mondiaux, ce qui fait reculer le pays en termes de développement économique, industriel et technologique. Elle a également provoqué une transformation de sa société, non pas du fait de la guerre elle-même (pour une large majorité des citoyens, elle est très éloignée de leur vie), mais du fait de la mobilisation, ce qui signifie que la guerre arrive maintenant aussi sur le front intérieur.

L'économie russe se contracte, bien qu'elle ne soit pas effondrée, contrairement à ce qu'avaient annoncé prématurément les experts occidentaux. Dès lors, pour que la population continue de soutenir les décisions du régime, le Kremlin doit nettement intensifier la répression et l'endoctrinement idéologique qu'il met déjà en œuvre. Dans ce contexte, les minorités ethniques pourraient jouer un rôle majeur, aussi bien en faveur du régime que contre lui, en créant des poches contestataires à certains endroits et en soutenant la politique de Moscou dans d'autres. Quel que soit l'avenir du système politique russe, selon la façon dont la guerre sera gérée et menée à son terme (ou non), les minorités ethniques, et en particulier les musulmans et les républiques du Caucase du Nord, joueront un rôle dans la stabilité ou l'effondrement du régime.

Sur la scène internationale, Moscou est en difficulté mais pas hors-jeu. Ce déclin se traduit par une stratégie de repli, qui se solde par un recentrage des objectifs de la Russie sur ses buts fondamentaux : le Kremlin met de côté tout ce qui n'est pas essentiel afin de s'adapter au mieux au déclin géopolitique et à des faiblesses nouvellement exposées. Dans ce cadre, le Moyen-Orient continuera de jouer un rôle crucial dans la politique étrangère de la Russie : n'ayant que peu d'espoir de reconstruire ses relations avec

75. M. Laruelle, « How Putin's War Has Hurt Russia in Central Asia and the Caucasus », *Foreign Affairs*, 13 octobre 2022, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

l'Occident dans les années, voire les décennies à venir, le régime se concentrera désormais pleinement sur le Sud. En perdant partiellement son statut de grande puissance, la Russie deviendra un partenaire plus égalitaire au sein des BRICS (pour les autres membres du groupe et pour les pays en passe de le rejoindre) et au sein de l'OCS, et laissera la Chine diriger ces deux organisations.

Le Kremlin devra apprendre à s'adapter à l'affaiblissement de son statut et de ses capacités de projection de puissance. Cela pourrait se traduire par une baisse de son aptitude à soutenir le régime syrien, à s'impliquer aussi loin que le théâtre d'opérations libyen et à maintenir sa présence dans des pays africains comme le Mali et la République démocratique du Congo. La Turquie et l'Iran pourront regagner de l'influence dans leur propre « étranger proche » sans avoir à coordonner leurs actions avec Moscou autant que par le passé. Pour le Kremlin, l'OPEP+ et la relation avec Riyad deviendront cruciaux pour maintenir la pression sur les marchés énergétiques occidentaux.

Dans cette nouvelle configuration, les principales puissances régionales du Moyen-Orient ont jusqu'à présent réussi à maintenir un équilibre délicat entre l'Occident et l'Ukraine d'une part, et la Russie d'autre part. Toutes ont excélé dans les manœuvres transactionnelles et le non-alignement, signe que le recul de la Russie n'entraîne pas la montée en puissance de l'Occident, mais au contraire son déclin. Toutes tentent de maximiser les gains qu'elles tirent du conflit et de l'autonomie stratégique qu'il leur a soudainement offerts, et toutes essayent d'adapter ce rééquilibrage à la restructuration en cours depuis quelques années dans la région (amélioration des relations d'Israël avec les États du Golfe, réintégration progressive du régime syrien, affirmation du statut nucléaire de l'Iran, etc.). La Turquie apparaît comme le principal bénéficiaire (avec la Chine) de l'affaiblissement de la Russie, mais d'autres puissances régionales comme l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats parviennent à profiter du conflit en manœuvrant avec finesse.

Le repli de la Russie peut être considéré comme une victoire de l'Occident en Europe, mais dans le Sud global, on n'observe pas de victoire occidentale ; au contraire, la guerre accélère la fragmentation du monde, la démondialisation et la régionalisation des blocs stratégiques et des liens économiques. Les puissances régionales tirent les leçons de la manière dont l'Occident mène sa guerre économique contre la Russie et renforcent leur autonomie par rapport aux institutions et aux moyens de pression occidentaux, notamment en ce qui concerne l'extraterritorialité du

dollar et la suprématie des États-Unis dans le domaine du numérique. Cela confirme, s'il en était encore besoin, que si la guerre peut déboucher dans le Nord global sur un raffermissement de l'« Occident collectif », elle accélère la multipolarisation du monde, et donc le déclin global de l'Occident.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- D. Minic [« Invasion russe de l'Ukraine : une rupture politico-stratégique ? »](#), n° 126, Ifri, mars 2022.
- M. Laruelle, [« L'Islam de Russie. Équilibrer sécurisation et intégration »](#), n° 125, Ifri, décembre 2021.
- S. Sukhankin, [« Kaliningrad, bastion ou maillon faible de la Russie post-Crimée ? »](#), n° 124, Ifri, septembre 2021.
- V. Inozemtsev, [« Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ? »](#), n° 123, Ifri, août 2021.
- M. Laruelle, [« Soft power russe : sources, cibles et canaux d'influence »](#), n° 122, Ifri, avril 2021.
- B. Lo, [« La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation »](#), n° 121, Ifri, mars 2021.
- S. Sukhankin, [« Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences »](#), n° 120, Ifri, septembre 2020.
- A. Piatakov, [« La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile »](#), n° 119, Ifri, juillet 2020.
- P. Baev, [« Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine »](#), n° 118, Ifri, juin 2020.
- M. Laruelle, [« La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites »](#), n° 117, Ifri, mars 2020.
- A. Zakharov, [« Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? »](#), n° 116, Ifri, octobre 2019.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org